

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-06 du 9 février 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le déficit commercial américain a diminué en 2023, y compris vis-à-vis de la Chine
2. Selon une étude, la « guerre commerciale » initiée sous D. Trump a été un échec économique mais un succès politique pour les Républicains
3. Selon l'USITC, les importations d'acier pour emballages originaires de plusieurs pays (dont la Chine) ne créent pas de préjudice pour l'industrie américaine
4. Le Département du Trésor publie trois rapports sur l'évaluation du risque en matière de financement illicite

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden lance un appel à projets pour étendre et moderniser le réseau électrique du pays
6. Les accords de vente et d'achat de GNL signés en 2023 soutiennent des projets de GNL
7. Six mois après les incendies de forêt à Maui (Hawaï), l'administration fédérale rend compte de son soutien aux communautés touchées

Industrie

8. Le NIST annonce la création d'un premier Manufacturing USA Institute dédié aux semi-conducteurs
9. Nvidia annonce une nouvelle puce pour l'IA destinée au marché chinois compatible avec les mesures de contrôle-export américaines

Distribution et divertissement

10. Disney, Warner Bros. et Fox Corp. s'unissent autour d'un service de streaming sportif unique

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le GAO publie des recommandations pour le déploiement de l'agriculture de précision
12. L'USDA annonce un plan de soutien pour les cultures spécialisées

Numérique et innovation

13. Meta conteste la taxe de la Commission européenne dans le cadre du Digital Services Act

Santé

14. Les entreprises pharmaceutiques multiplient les investissements pour la production de médicaments amaigrissants

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le déficit commercial américain a diminué en 2023, y compris vis-à-vis de la Chine

Le Département américain du Commerce a [publié](#) le 7 février les chiffres du commerce extérieur des États-Unis pour l'année 2023. Le déficit commercial américain (biens et services) s'est établi à 773 Md\$, soit une baisse de 178 Md\$ (-18,7 %) par rapport à 2022, la plus importante depuis 2009. Le Mexique et le Canada étaient en 2023 les principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Le commerce bilatéral de biens avec le Mexique et le Canada a respectivement représenté 799 Md\$ et 774 Md\$. La Chine se maintient au rang de troisième partenaire commercial des États-Unis depuis 2021. En 2023, les échanges de biens sino-américains ont cependant diminué de 17 %, à 575 Md\$ contre un montant record de 690 Mds\$ en 2022. Le déficit commercial bilatéral des États-Unis vis-à-vis de la Chine dans le domaine des biens s'est réduit, passant de 382 Md\$ à 279 Md\$, du fait notamment d'une diminution de 20 % des importations originaires de Chine, dont la part dans les importations globales américaines est passée de 21,6 % en 2017 à 13,9 % l'an dernier. Selon certains analystes, cette diminution des échanges sino-américains [pourrait](#) s'expliquer par un redéploiement des chaînes d'approvisionnements américaines de la Chine vers d'autres pays, notamment le Mexique et l'Asie du Sud-Est.

2. Selon une étude, la « guerre commerciale » initiée sous D. Trump a été un échec économique mais un succès politique pour les Républicains

Le National Bureau of Economic Research (NBER), organisme de recherche économique privé et politiquement indépendant, a [publié](#) le 29 janvier une étude sur les conséquences économiques et politiques des droits de douane adoptés par l'administration Trump en 2018, y compris les droits additionnels imposés sur une grande partie des importations américaines depuis la Chine, et ceux imposés sur les importations américaines d'acier et d'aluminium. Analysant les effets de ces droits au cours des deux années précédant le début de la pandémie, soit jusqu'en décembre 2019, les économistes auteurs de l'étude – dont David Autor, David Dorn et Gordon Hanson, auteurs en 2016 d'un [article](#) très commenté liant la réduction du nombre d'emplois manufacturiers aux États-Unis à l'entrée de la Chine à l'OMC et aux destructions d'emplois qu'elle aurait provoquées – concluent que les mesures tarifaires de l'administration Trump n'ont pas eu l'impact économique bénéfique escompté. Selon eux, les droits additionnels n'ont « ni augmenté ni diminué le nombre d'emplois dans les secteurs nouvellement protégés », alors que les mesures de rétorsion adoptées par la Chine et d'autres économies « ont eu un impact négatif clair sur l'emploi, en particulier agricole » et que « ces dommages n'ont été qu'en partie atténués par les subventions allouées au secteur agricole

américain pour les compenser ». Cependant, l'étude détermine que les droits additionnels américains ont été « un succès politique pour le parti républicain au pouvoir », puisque les électeurs des régions les plus exposées à ces droits sont devenus « moins enclins à s'identifier comme Démocrates, plus enclins à voter pour réélire Donald Trump en 2020 et plus enclins à élire des Républicains au Congrès ».

La publication de cette étude du NBER est intervenue alors que D. Trump, candidat à un nouveau mandat présidentiel, [envisagerait](#), s'il était réélu, d'imposer un droit de douane universel de 10 % sur toutes les importations américaines et d'augmenter ceux visant la Chine à hauteur de 60 % ou au-delà, selon un [entretien](#) accordé le 4 février à la chaîne de télévision Fox News.

3. Selon l'USITC, les importations d'acier pour emballages originaires de plusieurs pays (dont la Chine) ne créent pas de préjudice pour l'industrie américaine

Dans un communiqué en date du 6 février, la Commission sur le commerce international des États-Unis (United States International Trade Commission, USITC) a [indiqué](#) avoir déterminé que les importations d'acier pour emballages de Chine, du Canada et d'Allemagne, visées par des enquêtes antidumping et, s'agissant de la Chine, antisubventions, ne causaient pas de dommage à l'industrie américaine. L'USITC a également voté pour mettre fin à l'enquête antidumping visant les importations sud-coréennes, compte tenu du niveau négligeable des importations originaires de ce pays. Cette décision implique qu'aucun droit antidumping et antisubventions ne sera mis en place sur ces importations, bien que le Département du Commerce avait conclu début janvier à l'existence d'un dumping s'agissant des importations de Chine, du Canada, d'Allemagne et de Corée du Sud et l'existence de subventions s'agissant des importations originaires de Chine [voir [Brèves sectorielles du 12 janvier 2024](#)].

La Consumer Brands Association, représentant les industries de biens de consommation utilisatrices de ce type d'acier, s'est [félicitée](#) de la décision de l'USITC, qualifiée de « vraie victoire pour les consommateurs et travailleurs manufacturiers américains ». En revanche, certaines voix au Congrès se sont rapidement élevées contre cette décision. Le sénateur Sherrod Brown (D-Ohio), qui s'était déjà exprimé en soutien de l'enquête et des conclusions positives du Département du Commerce, a [estimé](#) que l'USITC s'était « trompée » et que sa décision rendrait « impossible pour l'industrie de l'acier pour emballages de l'Ohio et pour d'autres fabricants nationaux de concurrencer l'acier faisant l'objet d'un dumping injuste et illégal de pays tels que la Chine ». Le sénateur démocrate a déclaré que les conclusions de l'USITC constituaient la preuve que les instruments de défense commerciale américains n'étaient pas suffisamment efficaces et a appelé le Congrès à « moderniser » ces derniers, y compris en adoptant sa proposition de loi bipartite – Leveling the Playing Field 2.0 – [introduite](#) avec le républicain Todd Young (R-Indiana) en juin 2023.

4. Le Département du Trésor publie trois rapports sur l'évaluation du risque en matière de financement illicite

Le Département américain du Trésor a [publié](#) le 7 février trois rapports d'évaluation des risques en matière de [blanchiment d'argent](#), de financement du [terrorisme](#) et de financement de la [prolifération](#). Ces rapports ont vocation à identifier les principales menaces, vulnérabilités et risques susceptibles d'être rencontrés par les acteurs financiers américains. En matière de blanchiment d'argent, le rapport indique que les principales sources de blanchiment aux États-Unis demeurent la fraude, le trafic de stupéfiants, les cyberattaques, le trafic et la traite d'êtres humains ainsi que la corruption. Les barrières persistantes à la lutte contre le blanchiment résident entre autres dans le manque de transparence de certaines transactions, l'absence de dispositif d'encadrement pour certains secteurs et le manque de conformité de certaines institutions financières. Concernant le financement du terrorisme, le rapport précise que les États-Unis restent très exposés à ce type de menaces, notamment du fait d'envoi d'argent liquide, de transferts de fonds ou d'actifs virtuels au profit d'acteurs étrangers. Le développement de mouvements extrémistes ces dernières années constitue également une source de vulnérabilité pour la mise en application de la législation aux États-Unis. Enfin, dans le domaine du financement de la prolifération, le rapport désigne la Russie et la Corée du Nord comme les principales sources de risques en la matière, notamment du fait des pratiques de contournement des sanctions menées par la Russie pour soutenir sa base militaire dans le cadre de l'invasion en Ukraine. Des réseaux liés à la Corée du Nord tenteraient également de tirer profit de l'économie numérique en piratant des plateformes de vente d'actifs virtuels et en déployant des services frauduleux dans le domaine des technologies de l'information.

Brèves

- Le 2 février, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) six membres des Gardiens de la révolution islamique d'Iran, accusés d'avoir mené des cyberattaques contre des infrastructures critiques aux États-Unis.
- Le 2 février, les Départements américains du [Trésor](#) et d'[État](#) ont sanctionné un réseau de quatre entités basées à Hong Kong et en Iran accusées de prendre part à des activités de conception de missiles balistiques et de drones, notamment utilisés par la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine.
- Le 5 février, la Représentante au Commerce (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) que les États-Unis et le Mexique étaient parvenus à un accord amiable s'agissant des droits des travailleurs d'une usine Goodyear située à San Luis Potosi. En mai dernier, cette usine avait fait l'objet d'une activation du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), visant à assurer la bonne mise en

œuvre des droits des travailleurs à l'échelle d'usines spécifiques [voir [Brèves Sectorielles du 26 mai 2023](#)]. K. Tai a indiqué que depuis l'activation de ce mécanisme, les relations de travail au sein de l'usine Goodyear ciblée par l'enquête déclenchée aux termes du MRR avaient subi une transformation « remarquable ».

- Le 5 février, quatre représentants démocrates ont adressé une lettre à la Représentante au commerce (USTR) Katherine Tai, l'[appelant](#) à soutenir l'extension aux traitements et diagnostics Covid de la dérogation de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (Trade-Related Intellectual Property Rights Agreement, TRIPS), agréée pour les vaccins lors de la douzième conférence ministérielle de l'OMC, en juin 2022.
- Les 5 et 6 février, le groupe de travail sur l'économie associant des représentants du Département du Trésor américain et du Ministère chinois des finances s'est [réuni](#) pour la troisième fois (et pour la première fois à Pékin). Les échanges ont notamment porté sur les réponses à apporter aux problématiques globales (endettement des pays à faible revenu et des économies émergentes) ainsi qu'aux enjeux posés par les surcapacités de la Chine dans le domaine industriel. Un prochain échange est prévu au mois d'avril.
- Le 6 février, l'USITC a [publié](#) un rapport sur l'évolution des capacités de production américaines de panneaux solaires depuis la mise en place de mesures de sauvegarde sur les importations de ces produits en février 2018 sous l'administration Trump, prolongées en février 2022 pour quatre années supplémentaires par l'administration Biden avec certains assouplissements. Le rapport de l'USITC observe notamment que ces mesures ont permis « des ajustements positifs » de l'industrie américaine par rapport à la concurrence des biens importés.
- Le 7 février, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le dirigeant et un membre du cartel équatorien Los Choneros, accusé de prendre part à des activités de narcotrafic en Equateur.

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden lance un appel à projets pour étendre et moderniser le réseau électrique du pays

Le 6 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) un appel à projets pour un deuxième cycle de programme de facilitation de la transmission électrique. Dans le cadre de cet appel, le DoE prévoit de déployer jusqu'à 1,2 Md\$ de soutien fédéral pour accélérer le développement du réseau de transmission électrique par le biais de

contrats de capacité. Il s'agit d'une approche nouvelle aux États-Unis qui pourrait favoriser la confiance des investisseurs et des clients potentiels tout en réduisant les risques pour les projets. Ces investissements fédéraux débloqueraient des fonds des États fédérés ou des collectivités ainsi que des fonds du secteur privé.

L'étude nationale sur les besoins de transmission électrique du DoE, publiée le 30 octobre 2023, estime que, d'ici 2035, les États-Unis doivent plus que doubler la capacité de transport régional existante et multiplier par plus de cinq la capacité de transport interrégional actuelle pour maintenir la fiabilité du réseau, améliorer sa résilience aux conditions météorologiques extrêmes et à d'autres événements perturbateurs, réduire la congestion et fournir un accès à une énergie propre à faible coût.

6. Les accords de vente et d'achat de GNL signés en 2023 soutiennent des projets de GNL

Le 7 février, l'Agence d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) qu'en 2023, trois projets de gaz naturel liquéfié (GNL) sont passés en phase de construction, à la suite de la signature de contrats de vente et d'achat (« SPA »). En effet, les promoteurs ont signé des contrats avec des acheteurs pour près de 22 millions de tonnes par an de GNL l'année dernière, selon les données du Département de l'Énergie (DoE).

Les décisions finales d'investissement (FID) pour ces projets ont été prises avant que le DoE ne suspende l'examen des autorisations d'exportation de GNL. Tous les projets qui ont atteint le stade des FID en 2023 avaient déjà obtenu l'approbation d'exportation du DoE. Venture Global a commencé la construction de la phase 2 de l'usine d'exportation de Plaquemines en Louisiane. Au Texas, Sempra a commencé la construction de la première phase de son projet de Port Arthur, et NextDecade a commencé la construction de la première phase du projet Rio Grande. La date de mise en service de ces projets en construction s'étend du troisième trimestre 2024 à 2027.

7. Six mois après les incendies de forêt à Maui (Hawaï), l'administration fédérale rend compte de son soutien aux communautés touchées

Le 7 février, la Maison-Blanche a [publié](#) un communiqué d'information sur l'action de l'administration Biden, six mois après les incendies de forêt sans précédent à Maui (Hawaï). L'administration fédérale indique avoir fourni plus de 330 M\$ en subventions et prêts pour soutenir les efforts d'intervention ainsi que le rétablissement des populations dans les zones affectées. Des centaines de personnes provenant de nombreux départements et agences fédéraux travaillent encore sur place avec les partenaires de l'État d'Hawaï ainsi que les collectivités locales. Pour marquer les six mois de ces feux, l'administrateur de l'Agence fédérale de la gestion des urgences (FEMA) se rendra à Maui cette semaine pour rencontrer les

responsables locaux et discuter des efforts de rétablissement en cours.

La suite du communiqué de la Maison-Blanche met en lumière la participation de chaque administration fédérale, à travers son domaine de spécialité, aux efforts de reconstruction de l'île. En particulier, la Small Business Administration (SBA) a approuvé plus de 290 M\$ de prêts fédéraux en cas de catastrophe pour les entreprises et les résidents d'Hawaï touchés par les incendies de forêt. Le Département de l'Énergie (DoE) travaille avec l'État d'Hawaï et des partenaires locaux pour mettre en œuvre une subvention de 95 M\$ accordée pour renforcer le réseau électrique de l'État.

Brèves

- Le 1^{er} février, l'Agence américaine de la protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) de nouvelles mesures visant à protéger les communautés et l'environnement contre les risques posés par certaines substances polluantes, appelées PFAS, des produits chimiques qui se décomposent très lentement au fil du temps. L'EPA propose deux nouvelles règles. D'une part, l'EPA propose de modifier la définition de déchets dangereux en ce qui concerne le nettoyage des installations de déchets dangereux autorisées, pour inclure les produits chimiques émergents préoccupants, tels que les PFAS. D'autre part, l'EPA propose de modifier sa réglementation RCRA (liée à la loi sur la conservation et la récupération des ressources) afin d'ajouter plusieurs composés PFAS en tant que composés dangereux. Ces PFAS seraient ajoutés à la liste des substances identifiées pour être prises en compte dans les évaluations des installations et, au besoin, dans le cadre d'une enquête et d'un nettoyage plus approfondis dans le cadre du processus de mesures correctives dans les installations de traitement, d'entreposage et d'élimination des déchets dangereux.
- Le 2 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) la sélection de 46 projets hydroélectriques dans 19 États qui recevront jusqu'à 71,5 M\$ pour accroître l'efficacité de la production du parc hydroélectrique existant du pays. Les projets d'amélioration choisis devraient générer 468 M\$ en investissements fédéraux et privés combinés. Ces améliorations devraient contribuer à la longévité des actifs hydroélectriques, dont l'âge moyen est aujourd'hui de 75 ans. L'hydroélectricité représente actuellement 27 % de la production d'électricité renouvelable aux États-Unis, ainsi que 93 % de la capacité de stockage d'énergie à grande échelle. Le parc hydroélectrique américain et ses réservoirs connexes jouent également un rôle important en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et la lutte contre les inondations.
- Le 5 février, le Département d'État, qui assure la présidence du Mineral Security Partnership (MSP), a [relayé](#) la signature d'un mémorandum d'entente entre La Générale des carrières

et des mines (GECAMINES) et l'Organisation japonaise pour la sécurité des métaux et de l'énergie (JOGMEC) quant à la collaboration en République démocratique du Congo dans le domaine de l'exploration, de la production et du traitement des minéraux. Cette signature témoigne, selon le communiqué, du travail entre partenaires du MSP pour sécuriser et diversifier les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Le communiqué précise que GECAMINES sera un acteur clé du projet du corridor de Lobito.

Industrie

8. Le NIST annonce la création d'un premier Manufacturing USA Institute dédié aux semiconducteurs

Le 1^{er} février, le CHIPS R&D Office et le National Institute of Standards and Technology (NIST) ont [annoncé](#) la création d'un Manufacturing USA Institute dédié aux jumeaux numériques pour l'industrie des semiconducteurs. Ce nouvel institut va permettre de renforcer la coopération entre le secteur industriel et celui de la recherche. Le NIST a ainsi annoncé un investissement initial de 200 M\$ sur 5 ans pour construire un centre spécialisé dans le prototypage numérique de modèles physiques (« *digital twins* ») à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur des semiconducteurs : fabrication, mise en forme, assemblage, etc. Le CHIPS R&D Office espère que les investissements du secteur privé et les autres ressources non fédérales qui contribueront au projet dépasseront les investissements fédéraux. La publication d'une *Notice of Funding Opportunity* (NOFO) dédiée est prévue au cours du deuxième trimestre 2024. Pour rappel, le Congrès a fixé une limite maximale de trois Manufacturing USA Institutes dédiés à l'industrie des semiconducteurs.

9. Nvidia annonce une nouvelle puce pour l'IA destinée au marché chinois compatible avec les mesures de contrôle-export américaines

Le 1^{er} février, Reuters a [révélé](#) que l'entreprise américaine Nvidia s'apprêterait à mettre en vente une nouvelle puce, H20, dédiée au marché chinois. La mise en vente de ce modèle serait prévue de manière progressive au premier trimestre 2024. Le modèle H20, le plus puissant des trois modèles conçus à la suite du renforcement du dispositif de contrôle export américain [adoptées](#) par le Département du Commerce en octobre 2023, doit permettre de continuer à fournir le marché chinois, avec des capacités toutefois inférieures aux autres puces pour l'IA de Nvidia, dont la plus puissante du marché, H100 AI, interdite à l'exportation vers la Chine depuis octobre 2022. Le modèle H20 serait actuellement vendu entre 12 000 \$ et 15 000 \$ aux distributeurs chinois, soit de 85 000 CNY à

110 000 CNY, le modèle phare de Huawei, 910B, étant actuellement vendu 120 000 CNY. Avant la mise en place des restrictions, Nvidia dominait le secteur chinois des semiconducteurs destinés à l'IA, avec près de 90 % de parts de marché.

Le modèle H20 reste en deçà de la puce 910B de Huawei sur certaines caractéristiques, notamment sa vitesse d'exécution qui s'avère moitié moins performante. Enfin, Nvidia envisagerait le déploiement de deux autres modèles spécifiques au marché chinois, les modèles L20 et L2, respectivement deux et quatre fois moins puissantes que le modèle H20.

Brèves

- Le 5 février, la Semiconductor Industry Association (SIA) a publié ses données sur les ventes du secteur au niveau mondial pour l'année 2023. Le secteur a ainsi enregistré un chiffre d'affaires global de 526,8 Md\$, en baisse de 8,2 % par rapport aux 574,1 Md\$ réalisés l'année précédente. Après deux premiers trimestres difficiles, les ventes ont rebondi lors des deux derniers trimestres, avec un chiffre d'affaires de 146 Md\$ au quatrième trimestre, soit une hausse de 8,4 % par rapport au trimestre précédent et de 11,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2022. Au niveau régional, seul le marché européen a enregistré une croissance des ventes (4 %), contrairement aux autres marchés habituellement porteurs : Japon (-3,1 %), Amériques (-5,2 %), Asie-Pacifique (-10,1 %) et Chine (-14 %). Pour l'année 2024, la SIA prévoit une augmentation du chiffre d'affaires global de l'industrie de 13,1 %.

Distribution et divertissement

10. Disney, Warner Bros. et Fox Corp. s'unissent autour d'un service de streaming sportif unique

Le 6 janvier, le groupe Comcast a révélé *via* sa chaîne CNBC que trois de ses concurrents dans le secteur audiovisuel, Disney, Warner Bros. et Fox Corp., [s'apprêtent](#) à créer une plateforme commune de streaming dédiée aux programmes sportifs, disponible dès l'automne. Si le nom de la plateforme n'est pas encore connu, les trois groupes devraient constituer une joint-venture à parts égales afin de réunir les différentes activités sportives qu'ils possèdent indépendamment : NFL, NBA, MLB, FIFA World Cup et compétitions universitaires. Toujours selon CNBC, la plateforme devrait proposer une formule globale incluant plusieurs chaînes existantes telles que ESPN, TNT et FS1. Cette nouvelle plateforme cible plus particulièrement les 40 millions de foyers américains qui possèdent un internet haut débit mais ne payent plus d'abonnement aux chaînes câblées traditionnelles.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le GAO publie des recommandations pour le déploiement de l'agriculture de précision

Dans un [rapport](#) publié le 31 janvier, le Government Accountability Office (GAO) identifie plusieurs freins au déploiement de l'agriculture de précision qu'il définit comme une gestion précise des intrants. Il s'agit par exemple d'en optimiser l'utilisation grâce à des capteurs fixés (au sol ou à un animal) ou mobiles (drones ou robots), des systèmes de pulvérisation ciblés ou du désherbage mécanisé. Ces dispositifs sont adoptés de manière inégale sur le territoire : plus de 50 % des fermes des Dakota du Nord et du Sud, du Nebraska, de l'Indiana et de l'Illinois déclarent pratiquer une agriculture de précision pour les productions de blé et de soja tandis qu'elles sont moins nombreuses dans le nord-est où les exploitations sont plus petites et plus diversifiées.

Le GAO recommande de travailler sur trois volets : l'accessibilité des équipements, le développement de l'innovation et la gestion des données.

Le GAO souligne dans son rapport l'importance de la normalisation des outils pour permettre leur interopérabilité, les outils proposés par les différents constructeurs pouvant être incompatibles entre eux. Le GAO note les difficultés de passer d'un outil à l'autre, notamment en termes de gestion des données.

Pour favoriser la généralisation de l'agriculture de précision et lever le frein du coût initial de l'investissement, le GAO recommande d'élargir les conditions du soutien financier déjà octroyé par l'USDA et de rendre disponibles des outils ou des modèles d'analyse coûts-bénéfices. Entre 2017 et 2021, le Natural Resource Conservation Service de l'USDA avait estimé à 253,9 M\$ l'aide financière à l'équipement pour l'agriculture de précision. Le GAO recommande d'augmenter les niveaux d'aides et d'élargir l'accessibilité de ces aides mais aussi de vulgariser l'agriculture de précision auprès des agriculteurs.

Enfin, pour améliorer la précision des modèles sur lesquels l'USDA et la [National Science Foundation](#) travaillent déjà conjointement, le GAO recommande d'encourager le partage des données des exploitations agricoles. Les agriculteurs sont en général récalcitrants à partager ces données qu'ils considèrent sensibles et qui craignent que leur partage leur fasse perdre un avantage compétitif. Le GAO propose d'établir une licence particulière protectrice pour ces données et de développer un cadre de gouvernance pour le stockage, l'accès et l'exploitation des données.

12. L'USDA annonce un plan de soutien pour les cultures spécialisées

Le Département de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) 137,9 M\$ de soutien aux cultures spécialisées : fruits (dont fruits à coque et fruits secs), légumes, plants et fleurs. Les cultures spécialisées représentent 13,8 % des exportations agricoles américaines pour une valeur de 24,6 Md\$.

Sur les 137,9 M\$ annoncés, 65 M\$ seront consacrés à un nouveau programme destiné à renforcer les exportations de ces produits : [Assisting Speciality Crop Export](#) (ASCE). Ce programme financera des projets pour aider les producteurs de cultures spécialisées à s'adapter aux exigences réglementaires des pays de destination. L'ASCE s'inscrit dans le cadre du [Regional Agriculture Promotion Program](#) (RAPP), doté de 1,2 Md\$, lancé en novembre 2023 pour soutenir les opportunités d'exportations de produits agricoles américains en ouvrant de nouveaux marchés ou en améliorant l'accès aux marchés existants.

Les 72,9 M\$ restants permettront d'abonder le [Speciality Crop Block Grant Program](#) (SCBGP) qui, depuis 2022, soutient des projets de développement des cultures spécialisées. Les fonds du SCBGP sont versés à chacun des 50 États fédérés pour financer la recherche, rendre l'offre plus compétitive et dynamiser la demande.

Brèves

- Dans une [lettre](#) publiée le 2 février, la Food and Drug Administration (FDA) ouvre la voie à une facilitation de l'introduction d'additifs alimentaires dans l'alimentation animale. Il s'agit par exemple des additifs permettant la réduction des émissions de méthane des élevages ou limitant les risques de contamination à E. Coli ou par les salmonelles. Dans cette lettre, la FDA annonce avoir l'intention d'abroger le cadre réglementaire actuel : le [Regulatory Animal Foods with Drug Claims](#) qui classe ces produits dans le champ des substances médicamenteuses et appelle le Congrès à adopter un nouveau cadre législatif pour ces additifs alimentaires.
- Les démocrates de la Commission agricole de la Chambre des représentants ont [publié](#) leurs priorités pour les négociations pour le futur Farm Bill. Le chef de l'opposition à la chambre, David Scott (D-Géorgie), indique notamment les lignes rouges sur lesquelles les démocrates ne transigeront pas : le maintien du financement actuel en faveur des programmes nutritionnels et la sanctuarisation des crédits de l'Inflation Réduction Act pour leurs objets initiaux : les programmes de conservation de l'environnement et le développement des énergies propres en milieu rural.

Numérique et innovation

13. Meta conteste la taxe de la Commission européenne dans le cadre du Digital Services Act

Meta a [initié](#) une procédure contentieuse contre une redevance collectée par la Commission européenne afin de financer la mise en œuvre du Digital Services Act (DSA), dont les recettes sont estimées à environ 45 M€ pour 2024. Meta, propriétaire d'Instagram et Facebook, est appelée à contribuer à hauteur de 11 M€ pour l'année 2024. Dans un recours déposé auprès du Tribunal de l'UE, Meta conteste les modalités de calcul de cette redevance – qui exonère les entreprises affichant des pertes.

Brèves

- La Secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, a [annoncé](#) la nomination d'Elizabeth Kelly, ancienne conseillère économique auprès du Président Joe Biden, au poste de directrice de l'U.S. Artificial Intelligence Safety Institute (USAISI). Cette entité aura notamment pour mission de concevoir des protocoles de test de sécurité de l'IA pour les organismes de régulation sectoriels. Elham Tabassi – jusque-là directrice associée pour les technologies émergentes au NIST – est quant à elle nommée *Chief Technology Officer* de l'USAISI.
- Le maire de New York, Eric Adams, a [annoncé](#) que New York est la première ville à officiellement désigner les réseaux sociaux comme un « risque de santé publique » (*public health hazard*), notamment au titre des préjudices qu'ils pourraient causer pour la santé mentale des jeunes. La ville conseille de restreindre l'accès des enfants de moins de 14 ans aux smartphones et aux réseaux sociaux.
- Meta [travaille](#) avec Microsoft et d'autres entreprises pour créer des standards communs pour l'identification des images générées par IA. Ces images seront étiquetées sur toutes les plateformes de Meta, incluant Threads.
- Apple a [lancé](#) le Vision Pro, un casque de réalité virtuelle présenté comme un « ordinateur spatial révolutionnaire », dont le prix de vente aux États-Unis devrait s'élever à 3 499 \$.
- Le sénateur John Hickenlooper (D-Colorado) a récemment [présenté](#) un cadre pour la promotion d'audits indépendants des systèmes d'intelligence artificielle. Cette mesure vise à garantir une utilisation éthique et conforme des données par les modèles d'IA, en réponse aux inquiétudes croissantes concernant la gestion des risques et la protection de la propriété intellectuelle.
- Les représentants Dan Crenshaw (R-Texas) et Josh Gottheimer (D-New Jersey), accompagnés de treize autres législateurs

républicains, ont [appelé](#) le Département du Commerce à ajouter ByteDance, la société mère de TikTok, à l'*Entity List* tenue par le Bureau of Industry Security (BIS). Cette action vise à limiter à terme les mises à jour logicielles de TikTok aux États-Unis en restreignant l'accès de ByteDance aux solutions technologiques américaines.

Santé

14. Les entreprises pharmaceutiques multiplient les investissements pour la production de médicaments amaigrissants

Novo Holdings, la société mère de Novo Nordisk, a [annoncé](#) vouloir racheter Catalent (un façonnier basé dans le New Jersey) pour un montant d'environ 16,5 Md\$. Cet accord doit permettre d'accroître la production de Wegovy (médicament contre l'obésité) d'ici 2026, grâce à l'acquisition par Novo Nordisk des sites de production de médicaments de Catalent en Italie, en Belgique et aux États-Unis.

Parallèlement, Eli Lilly a [indiqué](#) – à l'occasion de la publication de ses résultats financiers pour 2023 – son intention de poursuivre son « programme d'augmentation de sa production ». Eli Lilly, qui vend les médicaments Mounjaro et Zepbound (tous deux utilisés pour la perte de poids) a annoncé une augmentation de 39 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis au quatrième trimestre par rapport à 2022. Cette hausse serait principalement tirée par des augmentations de prix (pour les deux tiers ; notamment à cause de la demande accrue de Mounjaro selon l'entreprise).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)